



# O.D.A.S.C.E.

Office de Développement par l'Automatisation  
et la Simplification du Commerce Extérieur

## SYNTHÈSE 51<sup>ème</sup> RÉUNION DU CLUB CLE-DOUANES 21 juin 2013

### INTERVENANTS :

- **M. Vincent PETIT** : Direction de la Législation Fiscale - Bureau D/1 Fiscalité des transactions - Droit commun de la TVA communautaire
- **M. Jean-Michel THILLIER** : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects, Sous-direction Commerce International

### LEXIQUE pour la facilitation de la lecture :

BOFIP : Bulletin Officiel des Finances Publiques  
CCS : Cargo Community System  
CDU : Code des Douanes de l'Union  
CIBDU : Commission Interministérielle des Biens à Double Usage (auprès du ministre des affaires étrangères et européennes)  
DC : Dédouanement Centralisé  
EM : Etat Membre  
GT : Groupe de Travail

GUN : Guichet Unique National  
ICS : Import Control System  
OEA : Opérateur Économique Agréé  
RCO : Renseignement Contraignant sur l'Origine  
RTC : Renseignement tarifaire Contraignant  
TDU : Territoire Douanier de l'Union  
PDU : Procédure de Domiciliation Unique  
PDUC : Procédure de Domiciliation Unique Communautaire

## 20 ANS DE MARCHÉ UNIQUE EUROPÉEN

### Intervention de M. Vincent PETIT

**Direction de la Législation Fiscale, Adjoint au Chef du Bureau D/1, Fiscalité des transactions - Droit commun de la TVA Communautaire**

Préambule : il faut noter une révolution en matière de TVA en France en 2012 : 2 majorités parlementaires successives ont augmenté le taux de la TVA dans la même année. Cela implique que tout le monde s'accorde à dire que la TVA a une finalité budgétaire (lutte contre la fraude et politique budgétaire).

### LA DIRECTIVE « FACTURATION »

La directive facturation est entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2013 : elle comprend des règles de territorialité pour les factures qui n'existaient pas auparavant dans la directive TVA, des nouveautés en terme de mentions sur facture et de mandat de facturation (autofacturation), un cadre juridique pour la facturation électronique (ce dernier sujet est plus particulièrement traité par le Service du Contrôle Fiscal de la DGFiP). En France : les commentaires précédents ne sont plus en vigueur. Une instruction fiscale d'application (BOFIP) est quasiment finalisée et devrait être prochainement publiée.

### La territorialité des factures :

Au niveau européen il fallait définir qu'elle était la loi nationale applicable en matière de facturation, mentions et éventuelles simplifications. Avant le 1er janvier 2013, il n'existait aucune disposition dans la directive et la situation était régie par chaque Etat membre. En France, la territorialité figurait dans l'instruction spéciale du 7 août 2003 reprise au BOFIP TVA-DECLA-30-20-10.



# O.D.A.S.C.E.

Office de Développement par l'Automatisation  
et la Simplification du Commerce Extérieur

Le principe était le suivant: application des règles françaises dès lors que l'opération est territorialement située en France et ce quel que soit le lieu d'établissement du prestataire/fournisseur.

Depuis le 1er janvier 2013, les règles sont désormais fixées par la Directive à l'art 219 bis de la directive 2006/112 du 28 novembre 2006, transposées à l'art 62 de la LFR n°2012-1510 du 29 décembre 2012 qui crée un nouvel art 289-0 au CGI.

La règle de facturation applicable est celle du pays dans lequel est située l'opération + 2 exceptions : les opérations transfrontalières avec autoliquidation par le client (règles du pays dans lequel est établi le prestataire ou fournisseur) et les opérations avec des pays tiers pour lesquelles les règles nationales du prestataire ou fournisseur hors UE s'appliquent.

Cas d'application des règles de facturation françaises:

- les opérations domestiques
- les opérations transfrontalières situées en France en cas de mandat d'autofacturation donné au client français par un prestataire / vendeur hors France
- les opérations non situées en France mais effectuées par un prestataire situé en France
- les opérations effectuées par des prestataires ou des fournisseurs en France à des clients hors UE

But : simplifier et diminuer les obligations déclaratives car dans les cas ci-dessus le prestataire français applique les règles de son pays

### Les mentions obligatoires sur les factures :

Elles sont normalement harmonisées par la directive, hors cas spécifiques des factures simplifiées.

- nouveauté : il n'est plus nécessaire d'indiquer l'article du code général des impôts ou de la directive pour les régimes d'autoliquidation et les régimes particuliers (agences de voyages, biens d'occasion, objets d'art, objets de collection et d'antiquité)
- Entrée en vigueur/ période transitoire : le décret d'application français est paru le 25 avril 2013 : on a donc la méthode pour fonctionner. Pour la période 1<sup>er</sup> janvier 2013 au 25 avril 2013 : les anciennes règles pouvaient s'appliquer. Par ailleurs le projet BOFIP propose une période de souplesse d'environ 6 mois pour l'implémentation des nouveautés en terme de mentions sur facture dans les entreprises.

### Les factures simplifiées :

- légalisation des éléments de la doctrine de 2003.
- Les factures rectificatives peuvent faire l'objet d'une facture simplifiée quel que soit leur montant
- Pour les factures < 150 € les opérateurs peuvent être dispensés de mettre leur n° de TVA et la mention relative à l'article permettant l'exonération de TVA sur leurs factures.

Attention le champ d'application de ces mesures est restreint car ne s'appliquent que pour les échanges domestiques. (Les livraisons intra communautaires de biens ne sont pas concernées)

### Les mandats de facturation :

Depuis 1993 on appliquait une doctrine avec des règles qui pouvaient être différentes selon les pays. La directive prévoyait que si le mandant était situé dans un pays hors UE mais avec une convention fiscale il fallait satisfaire à des conditions supplémentaires d'information préalable. Pas d'authentification des factures par le mandant.

Depuis 2013 : les règles antérieures pourront être utilisées dans la pratique de façon contractuelle.

Le mécanisme d'acceptation facture par facture de la directive est prévu dans le CGI comme libre et de façon contractuel

Projet d'instruction : maintien de cette condition selon les accords contractuels et consolidation des solutions précédentes.



# O.D.A.S.C.E.

Office de Développement par l'Automatisation  
et la Simplification du Commerce Extérieur

## LE PAQUET ANTI-FRAUDE

But : rendre le système TVA plus robuste et étanche à la fraude.

Une proposition de directive de la commission formulée à l'automne 2012<sup>1</sup> : offrir aux EM un mécanisme de réaction rapide permettant aux EM d'obtenir une couverture juridique communautaire en cas de risque de fraude exceptionnel par la mise en place de mécanisme d'autoliquidation pour certaines opérations internes.

La directive prévoit déjà une liste d'options d'autoliquidation pour certaines opérations internes (art 199 et 199 bis de la directive 2006/112/CE). Mais, dans des situations de fraudes inédites ou spécifiques, certains EM ont par ailleurs obtenus des dérogations mettant en place des dispositifs d'autoliquidation dans le cadre de la lutte contre la fraude.

Le problème des demandes de dérogations ponctuelles est le délai entre la demande et l'obtention (de 6 à 12 mois). La commission s'était engagée à ce que les EM aient une couverture juridique qui leur permette sous 30 jours d'obtenir une validation de la commission pour appliquer, pendant 12 mois ce type de dispositif (dans ces 12 mois, l'EM obtiendrait ensuite sa dérogation individuelle).

En parallèle, reprise des discussions sur la proposition de directive allongeant la liste des options en reprenant notamment certains dispositifs dérogatoires existants qui était restée sur la table du Conseil depuis fin 2009. Malgré cela certains EM ont continué à demander des dérogations pour des dispositifs d'autoliquidation ponctuels dans des opérations domestiques.

Un accord a été obtenu sous la présidence irlandaise sur ces deux volets : mécanisme d'intervention rapide et périmètre des opérations pour lesquels les EM pourront mettre en place de l'autoliquidation (ex : Services de communications électroniques, gaz, téléphonie, métaux, certains produits agricoles, etc.).

Ce paquet devait être finalisé et publié au JOUE à la fin de l'été.

## LES TRAVAUX EN COURS

Des travaux sont en cours au sein de l'UE pour lesquels un accord n'est pas envisageable à court terme : le régime TVA des bons et vouchers. Par contre, les travaux relatifs à la mise en place du changement de territorialité des services électroniques BtoC au 1<sup>er</sup> janvier 2015 sont en voie de finalisation.

### Les bons et les vouchers

Le projet détermine :

- qu'est qu'un bon ? (bon à usage unique et bons à usage multiples)
- une territorialité et une base d'imposition (définir la frontière entre un achat de bien et le service via un bon – cette frontière n'est pas nette aujourd'hui).

La proposition distingue deux régimes selon que le bon est à usage unique (TVA perçue dès l'émission et la commercialisation du bon), ou à usage multiple (TVA perçue au moment de la consommation par le consommateur final).

La discussion au Conseil soulève de nombreuses questions techniques et de compréhension avec la commission.

---

<sup>1</sup> Le conseil des ministres de l'UE a approuvé le paquet anti-fraude le 21/06/2012



# O.D.A.S.C.E.

Office de Développement par l'Automatisation  
et la Simplification du Commerce Extérieur

## Les Services électroniques

Le règlement d'application relatif à la TVA doit être modifié dans les semaines qui viennent dans la perspective du changement de territorialité des services électroniques en 2015.

Modification du lieu d'imposition à la TVA des services électroniques en B to C : on passe du lieu du prestataire au lieu du domicile ou de la résidence habituelle du consommateur. Ce nouveau principe pose des difficultés de mise en œuvre pour certains types de services électroniques : Par exemple, pour les applications téléchargées sur des Smartphones, comment préciser le lieu de résidence habituelle pour le consommateur ? Même difficulté avec les services électroniques ou de télécommunications à partir de points de connexion telles que cyber café, bornes wi-fi, cabines téléphoniques....

Le règlement d'application prévoit de définir pour les opérateurs des présomptions, en fonction de certaines caractéristiques, pour déterminer le lieu d'imposition. Ces présomptions ne pouvant être remises en cause qu'en cas d'abus par les opérateurs. Cela va de pair avec le mini guichet électronique prévu pour ces opérateurs (pour acquitter la TVA à destination). Vigilance des autorités françaises et de la Commission pour qu'il soit opérationnel à l'automne 2014.

Si ce mini guichet unique fonctionne correctement cela pourrait préfigurer un système plus vaste applicable aux échanges de biens intracommunautaires.

## LES ÉVOLUTIONS

Plusieurs groupes travaillent sur les sujets TVA et plusieurs propositions sont sur la table à Bruxelles. En matière de flux intra-communautaires de biens, on notera les principales formules suivantes :

- Des schémas qui reposent sur confiance entre EM ou système de compensation ont peu de chance d'aboutir : mêmes difficultés qu'en 1993.
- Des schémas où la TVA est due dans le pays d'arrivée offre plus de possibilités d'aboutir.
- Des solutions consistant à caler les règles de territorialité des biens sur celle des services sont également à l'étude: TVA due au lieu du client, sans tenir compte du flux physique. Cette proposition n'a pas un franc soutien des délégations nationales.

Des évaluations restent à faire/finaliser par la commission car selon les options il y a des enjeux budgétaires pour les EM mais aussi des enjeux financiers pour les opérateurs (en termes de trésorerie, finances etc.) : une livraison taxable dans le pays d'arrivée avec paiement de la TVA par le fournisseur via un mini guichet = portage de TVA qu'il n'y pas actuellement.

Il est encore trop tôt pour avoir une proposition finale. On va certainement garder le système actuel mais avec des ajustements pour les opérations en cascade, les triangulaires etc. Un vrai basculement du système semble difficile mais on n'en est qu'au début des travaux.

Un groupe de travail étudie également la problématique de mise en place d'une déclaration de TVA harmonisée. Problème : beaucoup d'EM utilise la déclaration de TVA pour collecter des taxes annexes et/ou des informations diverses et variées veulent garder ces possibilités.

D'autres groupes de travail veulent créer un guichet unique documentaire de référence éventuellement opposable.

Le service juridique de la DGFiP participe actuellement à un groupe de travail constitué par la Commission sur le rescrit transfrontalier. But : permettre de créer des synergies entre EM en cas de divergence d'interprétation des textes. Une expérimentation est en cours depuis le 1<sup>er</sup> janvier. Si vous avez des



# O.D.A.S.C.E.

Office de Développement par l'Automatisation  
et la Simplification du Commerce Extérieur

problématiques en cours vous pouvez contacter les services juridiques de la DGFiP. Attention tous les EM ne participent pas à cette expérimentation (ex : Allemagne).

Des sujets plus vastes sont également en cours de discussion : avenir des exonérations nommant pour les personnes publiques, la question des taux pour laquelle on attend des propositions de la commission.

## CONCLUSION

Le livre vert a presque 2 ans et le bilan modeste : uniquement 2 projets de directives (vouchers et fraude) ont vu le jour. Les autorités françaises sont demandeur de vraies orientations. Ces groupes de travail ce sont multipliés ces derniers mois. Les entreprises sont les bienvenues pour remonter les problèmes rencontrés.

## QUESTIONS / RÉPONSES

Q : Quid de la définition de l'établissement stable ? Les agents de la DGDDI renvoi à un concept OCDE alors qu'il existe une définition UE/TVA de l'établissement stable.

R : Définition duale entre établissement stable et établissement stable preneur de service.

Établissement stable classique : la question a été réglée par la jurisprudence mais pour la définition de l'établissement stable preneur il faudrait plus de précision, pourquoi pas dans un BOFIP.

Q : Il existe par ailleurs un problème d'harmonisation dans l'UE, la Pologne par exemple n'a pas la même définition.

R : Il existe malheureusement des difficultés avec la Pologne et l'UK notamment. La question est évoquée de façon régulière au sein du groupe TVA mais jamais d'unanimité sur le sujet.

Q : Un système d'autoliquidation généralisé pourrait-il être une réelle mesure de simplification ?

R : La question a été définitivement soldée en 2008 et 2009. La France est opposée à cette perspective notamment à cause de la gestion opérationnelle et des aspects politique : ce serait recréer une TVA sur le consommateur final d'avant 1950. Actuellement, la majorité de la TVA est collectée par la DGE qui n'est pas en contact avec le consommateur final. Ce n'est donc pas un sujet d'actualité. Mais l'auto liquidation peut être un outil pour lutter contre la fraude s'il est correctement ciblé et proportionné.

Q : Concernant l'applicatif de la directive facturation, faudra-t-il refaire les factures émises après avril dont le masque n'a pas encore été modifiée ?

R : non car il est envisagé une période de souplesse de 6 mois, à partir de la date de publication, (projet l'instruction).

Q : Pour la mention « exonération » : faut-il mettre les articles du CGI ou de la Directive ?

R : Au choix. Précision: en cas de livraison intracommunautaire de biens on ne met que la mention d'exonération (art 138 et art 141 de la directive 2006/112/CE modifiée), pas de mention d'autoliquidation.

**REMARQUE SUPPRESSION DE L'OBLIGATION DE REPRÉSENTATION FISCALE POUR LES PAYS TIERS AVEC ASSISTANCE MUTUELLE AU RECOUVREMENT** : un arrêté fixant une liste de pays tiers concernés est en



# O.D.A.S.C.E.

Office de Développement par l'Automatisation  
et la Simplification du Commerce Extérieur

cours au niveau des services du premier ministre. Les 11 pays sur la liste sont : Argentine, Australie, Inde, Azerbaïdjan, Islande, Mexique, Norvège, République de Corée, Saint Barthelemy et Moldavie.

Q : pourquoi certaines tolérances administratives ne sont pas reprises dans la nouvelles base documentaire? Ne sont-elles plus applicables et donc supprimées ? Est-ce en cours de mise à jour ?

R : Plusieurs cas se sont présentés. Certaines n'étaient plus valables et ont disparu, d'autres ont été maintenues bien que n'étant plus valable. Ne pas hésiter à signaler les cas à la DLF qui effectue des mises à jour « balais » de la base.



Directive TVA 2006/112/CE version consolidée au 01.01.2013 : <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CONSLEG:2006L0112:20130101:FR:PDF>

Proposition de directive du Conseil modifiant la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne un mécanisme de réaction rapide contre la fraude à la TVA : [http://ec.europa.eu/taxation\\_customs/resources/documents/taxation/vat/key\\_documents/legislation\\_proposed/com\(2012\)428\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/taxation_customs/resources/documents/taxation/vat/key_documents/legislation_proposed/com(2012)428_fr.pdf)

## ACTUALITÉS DOUANE - CODE DES DOUANES DE L'UNION (CDU)

### Intervention de M. Jean-Michel THILLIER

Direction Générale des Douanes et Droits Indirects, Sous Directeur Commerce International

#### POINT DES RÉUNIONS DU FORUM DOUANE ENTREPRISES

La réunion du forum douane entreprise du mois de janvier 2013 a fait le point sur les travaux du guichet unique national (GUN) et a été le cadre d'un débat avec Mme BRICQ sur les attentes des opérateurs en commerce international qui a abouti à la mise en place de des groupes de travail (GT) sur :

- le paiement de la TVA à l'importation
- le passage des marchandises sur les grandes plateformes logistiques (ports et aéroports et les difficultés liés au traitement des informations qui provienne de sources autres que le CCS avec des retards de passage portuaires et aéroportuaires.
- les BDU avec une double problématique : délais de délivrance des licences plus longs que dans d'autres EM avec des pertes potentielles de contrats pour les entreprises, et une attente pour le développement d'un rescrit pour le classement des BDU avant exportation.

#### Groupe de travail « CCS »

Plusieurs réunions ont été organisées en dissociant l'aéroportuaire et le portuaire. 3 process ont été identifiés : import, export et procédure fluvio-maritime. Dans chacun de ces process ont été identifié 2 ou 3 moments clés où il y a problème d'échanges d'information. Les choses semblent bouger et ce qu'on a connu semble en partie révolu sans qu'il soit possible de déterminer l'endroit exact du curseur.

Prochaine réunion en comité restreint le 27/06/2013. Prochaine réunion pour le CCS aéroportuaire le 25 juillet.





# O.D.A.S.C.E.

Office de Développement par l'Automatisation  
et la Simplification du Commerce Extérieur

## Groupe de travail « BDU »

1ere réunion le 7 juin avec la DGCIS dans les locaux du SBDU : échanges sur un état des lieux et les statistiques des délais de délivrance des licences : le délai moyen pour 75 % des demandes est en dessous de 20 jours mais pour les 25 % restant cela peut fréquemment atteindre les 2 mois.

Pistes de réflexion :

- Diminuer le taux des dossiers en appel : c'est la piste la plus prometteuse et à laquelle le président de la CIBDU s'est d'ores et déjà attelé ;
- Jouer sur la fréquence de réunion de la CIBDU. Actuellement la CIBDU se réunit une fois par mois. Il est difficile de modifier la fréquence des réunions, néanmoins le quai d'Orsay va regarder s'il est possible d'augmenter la fréquence à 3 semaines dans les périodes de pic de charge ;

Par ailleurs, le SBDU va examiner la possibilité d'afficher sur son site le délai moyen de traitement des licences.

- rescrit de classement : le SBDU manque de personnes compétentes techniquement pour répondre aux besoins des entreprises. Le problème vient aussi du côté des entreprises et de leurs fédérations souvent peu au fait de la réglementation : exportations sans aucune demande licence avec le risque de blocage en douane, ou demandes incomplètes. Le SBDU devrait afficher davantage de vigilance à la recevabilité, la qualité des dossiers ayant également une incidence sur leur temps global d'instruction.

On demande également aux fédérations professionnelles de sensibiliser et améliorer l'information vers les entreprises.

D'autres réunions sont prévues.

## Groupe de travail « TVA à l'importation »

Plusieurs réunions ont montré un relatif consensus des fédérations d'opérateurs économiques autour de la faculté d'opter pour l'autoliquidation de la TVA à l'importation.

Un premier sous-groupe a fortement relativisé l'impact sur la trésorerie des entreprises du dispositif actuel. Mais a souligné l'augmentation du besoin en fonds de roulement.

Résultat :

- il y a une augmentation des besoins de fond de roulement des entreprises, et notamment des entreprises étrangères de l'UE qui se retrouvent avec des crédits de TVA en France et donc un vrai portage.
- pour les entreprises françaises le résultat est plus mitigé compte tenu du mode de facturation des commissionnaires en douane. Le délai moyen de paiement de la prestation est d'environ 45 jours. Il y a très peu de cas pour lesquels l'entreprise subit un portage même sans la mise en place des dispositifs douaniers existants.

Un 2<sup>ème</sup> sous-groupe a étudié les incidences pour les entreprises de la mise en place de l'autoliquidation en termes de façon de travailler ? (les conséquences pour les administrations sont en cours d'évaluation).

Résultat : incidences relativement mineures (quelques impacts sur les logiciels comptable et de dédouanement).

Se pose ensuite la question des ajustements côté d'administration :

- 2 actes déclaratifs distincts non lié informatiquement entre eux ?
- Ou, un lien informatique avec des déclarations pré-remplies ( qui n'a de sens que si c'est le système douanier qui fournit les informations au système des impôts) ?

Dans les pays du nord de l'Europe : pas de lien informatique qui vient chercher ou pousser l'information vers le système des impôts. Il y a 2 déclarations distinctes.

La question du lien informatique implique un système coûteux avec une mise en place plus longue : entre 2 ans et 2 ans et demi.

Question juridique : qui est porté en case 8 et 14 et en cas de modification de droit de douane et donc de TVA, qui perçoit la TVA complémentaire si nécessaire ?



# O.D.A.S.C.E.

Office de Développement par l'Automatisation  
et la Simplification du Commerce Extérieur

A ce stade aucune orientation n'a été prise. Échanges de vues intéressants mais pas de décision prise dans un sens comme dans un autre.

## LE « 10+2 » AMÉRICAIN

Une annonce vient d'être faite par les douanes américaines sur la fin de la période transitoire au 9 juillet 2013 pour l'application stricte des obligations de pré-pré déclarations sûreté-sécurité à l'import aux USA appelé « 10 + 2 ».

L'application a toujours été phasée et l'échéance pour la fin de la période transitoire de souplesse était prévue. Cela fait 4 ans que cette réglementation est entrée en vigueur de façon progressive, après la phase pédagogique les USA passent à la phase sanctions.

Accord de reconnaissance mutuelle UE/Y+USA n'a pas d'incidence sur le 10 + 2 : Que l'on soit OEA ou non ne change rien, il faut respecter le « 10+2 ».

Ce qui change en matière d'OEA : les USA vont intégrer dans leur base les opérateurs OEA de l'UE. Le niveau de risque « opérateur » de vos flux vers les USA sera diminué.

La douane française aimerait avoir un retour sur le ressenti des opérateurs OEA qui exportent vers les USA : plus fluide, moins fluide etc.

## CODE DES DOUANES DE L'UNION (CDU)

Il s'agit d'une première vision, non exhaustive du point de vue de la DGDDI des nouveaux apports du CDU. Le premier draft du texte est maintenant disponible.

### Calendrier de la négociation

Accord politique le 23 avril 2013 entre parlement, conseil et commission européenne mais pas encore d'accord écrit, celui-ci devrait être formalisé dans le courant de l'été voir en septembre pour le parlement (vote en plénière).

Entrée en vigueur du CDU : 1<sup>er</sup> novembre 2013, date qui va déclencher les délais de mise en œuvre :

- 6 mois pour mettre au point un plan de travail informatique communautaire et/ou national, avec des spécifications UE ou mis en place par quelques EM puis mis à disposition des autres avec quelques aménagements.

- 30 mois pour écrire les textes d'applications (actes délégués et actes d'exécution). Mais du fait de l'absence des outils informatiques nécessaires, il faudra prévoir des modes de fonctionnement pendant les périodes transitoires avec une inconnue sur l'organisation des actes délégués. Cela amène au 1<sup>er</sup> mai 2016 pour avoir tout le corpus juridique.

### Les modifications essentielles sur le fond (voir présentation en annexe)

#### 1. Entrée des marchandises

Statut des marchandises en maritime : jusqu'à présent on présumait que la marchandise était tierce sauf preuve qu'elle était UE. Renversement dans le CDU : la marchandise est réputée UE sauf si on indique que tierce, donc le dispositif d'agrément de lignes maritimes régulières qui avait été mis en place pour contourner ce dispositif n'est plus nécessaire.

Possibilité de recours à des CCS : entérine un dispositif existant. Mais comment on peut-on l'appliquer de façon intelligente pour rendre les plateformes aéroportuaires et portuaires plus attractives ?





# O.D.A.S.C.E.

Office de Développement par l'Automatisation  
et la Simplification du Commerce Extérieur

A partir du constat qu'ICS fournit des données logistiques, mais ne peut pas fournir de bonnes données commerciales, il a été introduit la possibilité de recourir à une déclaration (ENS) émise non pas par une seule personne mais complétée par plusieurs sources, restera à définir les responsabilités de chacun. Plusieurs systèmes sont possibles pour la réconciliation des données à la fin : outil UE ? Système type CCS ? La douane réconcilie les informations ? ou celle-ci sont réconciliée avant par un système privé etc....

Dépôt temporaire : augmentation du délai à 90 jours + capacité inscrite dans le code de transférer les marchandises entre 2 dépôts temporaires dans un même EM ou entre 2 EM (uniquement pour les OEA). Sujet de concurrence avec le titre de transit avec par exemple le passage d'un CCS à un autre interconnecté avec le premier sans utilisation de titre de transit. Reste à traiter le partage de responsabilité entre les 2 titulaires de dépôt temporaire.

## 2. Modification des règles de la représentation en douane

Un « OEA Customs » aura la capacité de faire de la représentation en douane dans tous les EM = disparation du monopole de la représentation en douane pour les commissionnaires en douane.

## 3. Rescrit douanier RTC et RCO

Art 24 du CDU : dispositif d'autorisation avec mode de traitement identique pour toutes les implications. Alignement des délais des RTC et RCO : 120 jours pour le délai délivrance et 3 ans pour le délai de validité. Le RTC devient contraignant pour les 2 parties : douane et opérateur.

Ce qu'il n'y a pas dans le texte : la France et l'Allemagne avait proposé un service unique communautaire de délivrance pour régler le problème de RTC divergents. Cela n'est pas passé. Néanmoins une disposition du texte prévoit que la commission doit prendre des mesures dans un délai de 6 mois.

## 4. OEA

Petite modification des noms des 3 statuts mais ce n'est pas fondamental.

Ajout du critère de compétence professionnel pour les personnes qui font des actes en douane : cela va renvoyer à des modules de formation et la notion d'agrément en douane en France devra évoluer. L'idée est de rapprocher l'agrément avec le statut OEA C (déjà en projet avec les fédérations professionnelles)

Définitions de standard français mais aussi communautaires.

Questions plus objectives dans le questionnaire OEA.

Une réflexion plus générale sur la formation afin d'augmenter le nouveau de compétence des opérateurs : Formations reconnues ? Critères d'ancienneté ? Quelle reconnaissance ? VAE ? e – learning ?

Il faudra valider des contenus. La commission a bâti un référentiel de compétences pour les agents des douanes mais ce sont les même pour les opérateurs. Il y aura surement un démarquage à partir de ce qui a été fait pour les agents des douanes pour le privé.

Pas d'informations pour le moment sur le mode de validation.

Q : Quels sont les différents métiers ?

R : Il y a ceux qui font les déclarations et ceux qui sont en contact avec les marchandises (manutentionnaires, transporteurs.) Il faudra formaliser les métiers.

Q : Une base de données des déclarants en douane est-elle envisagée ?

R : ce n'est pas l'orientation qui a été prise. La douane connaît l'entreprise et l'entreprise organise les droits.



# O.D.A.S.C.E.

Office de Développement par l'Automatisation  
et la Simplification du Commerce Extérieur

## 5. Dédouanement centralisé

Dans le CDU ce n'est pas le dédouanement centralisé tel qu'on le pratique en France actuellement. C'est la facilité de déposer l'ensemble des déclarations en 1 endroit. Il faudra voir comment on met en œuvre le champ du nouveau code.

Le bureau de supervision (domiciliation) aura le rôle central : il réceptionnera toutes les déclarations et prendra les décisions de contrôle puis en donnera l'ordre au bureau de contrôle, et donnera aussi le BAE. Cela obligera à revoir les notions de destinataire et expéditeur agréé et prise en charge des titres de transit. Des développements informatiques sont nécessaires et donc non applicables rapidement. Dans l'immédiat il faudra mettre en conformité les procédures françaises quand 2 EM sont concernés (type PDUC). En France les PDU représentent environ 1.6 millions de déclarations aussi on va faire du dédouanement centralisé un axe prioritaire : mesure qui sera appliquée rapidement en France avant même un éventuel système UE de façon à attirer des flux. Mise en place d'un kit sur le dédouanement centralisé. À noter que les demandes pays par pays ne sont pas les mêmes.

## 6. Harmonisation des frais de prescription

Le délai de 5 ans du CDU va être repris dans la directive PIF (protection des intérêts financiers de l'UE) + tous les EM doivent intégrer dans leur législation la pénalisation de toutes les infractions supérieures à 10 000 euros.

## 7. Garantie

Sujet très verrouillé. Les simplifications/réductions de cautionnement seront réservées aux OEA. Possibilité notamment d'obtenir un cautionnement unique national : COD-CE.

## 8. Les régimes particuliers (régimes économiques)

- Assouplissement du régime de perfectionnement actif suspension et disparition du perfectionnement actif rembours et de la transformation sous douane avec notamment une mise à la consommation des marchandises en sortie sans intérêts de retard.
- La destination particulière devient un régime = cautionnement obligatoire (actuellement non cautionné) avec des possibilités de modulation pour les OEA
- Suppression des entrepôts de type B et D. Il faudra trouver comment garder les possibilités de souplesse du D en respectant le CDU. Vraisemblablement réservé aux OEA.

Q : entrée en vigueur du CDU ?

R : Il faut peigner tous les articles pour savoir ceux qui vont s'appliquer au 1<sup>er</sup> novembre 2013. Une note de la DGDDI avec une présentation plus complète est en cours de préparation de façon à mener des discussions avec les opérateurs. L'avis des entreprises est important pour l'application.

Q : Pourquoi avoir exclu l'AT des dispenses de cautionnement pour OEA ?

R : À vérifier.



CR des réunions du forum douane entreprises et des groupes de travail disponibles à l'adresse suivante : <http://www.douane.gouv.fr/menu.asp?id=163>

La proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant le code des douanes de l'Union (Refonte) est disponible à l'adresse suivante : [http://ec.europa.eu/taxation\\_customs/customs/procedural\\_aspects/general/community\\_code/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/taxation_customs/customs/procedural_aspects/general/community_code/index_fr.htm)



# O.D.A.S.C.E.

Office de Développement par l'Automatisation  
et la Simplification du Commerce Extérieur

## ANNONCE

**Le Colloque douanier européen de l'ODASCE aura lieu les 14-15 novembre 2013  
à Bordeaux sur le thème :**

**« Mais quelle est l'origine des marchandises ? »**

**Ouverture du Colloque : Mme Nicole BRICQ, Ministre du Commerce Extérieur de la France**

**Programme : [http://www.odasce.asso.fr/colloque\\_2013/coll\\_programme.htm](http://www.odasce.asso.fr/colloque_2013/coll_programme.htm)**

**Inscriptions : [http://www.odasce.asso.fr/colloque\\_2013/coll\\_inscriptions.htm](http://www.odasce.asso.fr/colloque_2013/coll_inscriptions.htm)**